L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 AOUT 1878. 51me Année

BUFOUR & LISBET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI 28 AOUT 1878.

REVUE COMMERCIALE.

L'Abeille du 1er Septembre continuera, comme à l'ordinaire, une revue commerciale de l'année. Il n'y a rien de plus intéressant pour les négociants et pour les hommes d'affaires que ces divers tableaux qui permettent d'apprécier au juste nos ressources, les principales productions de l'Etat et leur mouvement, mais encore le mouvement des productions qui nous arrivent de l'intérieur et que nous consommons sur place ou que nous exportons. Dans ces tableaux figurent le coton, le sucre, la mélasse, le riz, le maïs de la Louisiane; et aussi les viandes salées, les farines, les graines, le maïs et autres grains de l'Ouest qui viennent ici en transit et que nous regrettons d'autres pays; nous y voyons aussi figurer le tabac.

Outre la viande, consommée par la classe pauvre, mais, sans doute, cause d'un relèvement de commerce notable, mais l'activité avait été si grande dans les mois précédents que nous ne croyons pas que la suspension des affaires causée par l'épidémie jetée beaucoup en résultat général de l'année prise comme terme de comparaison avec les années immédiatement antérieures. Nécessairement le chapitre du blé occupera une place importante dans cette revue qui chaque année présentera désormais une amélioration sensible sous ce rapport.

Notre numéro du 1er septembre sera donc fort intéressant et, à raison de cela, il aura une large circulation. C'est une considération que nous adressons aux négociants, commerçants, marchands, industriels ou autres qui ont à faire des annonces dans l'intérêt de leurs opérations. Une annonce insérée dans le No du 1er septembre en vaut trois ou quatre parmi celles qui paraîtront un autre jour, et nous invitons le commerce à profiter de cette circonstance qui leur offre annuellement des chances réelles de bénéfices. Qu'ils y songent : quatre jours seulement nous séparent du 1er septembre; il est temps encore, amplement temps pour eux de s'occuper de ce fait, mais s'ils le négligent, ils l'oublieront tout à fait les quatre jours seront écoulés et leurs annonces auront perdu une magnifique chance de se produire devant le public.

Projet d'un traité de commerce Franco-Américain.

C'est le 7 août qu'a eu lieu, au salon d'honneur du Grand Hôtel, à Paris, l'ouverture de la Conférence Franco-Américaine, sous la présidence de M. Foucher de Careil, en l'absence de M. Menier, retenu chez lui par une indisposition subite, mais heureusement sans gravité. M. Foucher de Careil a dit qu'il ne pensait pas à lui tout seul mais qu'il participait la présidence avec M. Pollock, de Washington, nommé président par les délégués américains.

Cette première séance s'est passée en discours de cérémonie comme on devait s'y attendre en pareille circonstance. On y a lu celui que M. Menier aurait prononcé s'il eut été présent. On a entendu ensuite M. A. Pollock, président de la délégation américaine, qui a parlé en français. M. Chotteau a pris la parole aussitôt après, et le secrétaire, M. Edmond Dutemple, a fait un rapport sur l'œuvre poursuivie par le comité central de Paris en vue de la conclusion d'un traité de commerce avec les Etats-Unis. Il a lu ensuite une longue liste de délégués des chambres de commerce français représentant un grand nombre de villes.

M. Louis Bush, secrétaire du comité américain, a lu de son côté la liste des délégués américains, invitant ceux qui ne se seraient pas fait inscrire à venir remplir cette formalité au bureau. Nos lecteurs connaissent cette liste que nous avons reproduite il y a longtemps, liste ayant pour président M. Pollock et pour vice-présidents MM. Nathan Appleton, Félix Limet, Geo. H. Rea, et pour secrétaires, MM. Louis Bush, M. P. Kennard —Emile Karst, E. A. Quintard, Louis Chantal, secrétaire correspondant en France.

Après l'adoption d'un projet de réglement destiné à fixer l'ordre des délibérations et le mode de votation des délégués sur les questions à débattre dans la Conférence, projet de réglement qui a été présenté par M. Hodges, de Baltimore, et qui a été accepté par les délégués français, on s'est occupé de la proposition, faite par M. Chotteau, de nommer une commission chargée de présenter un rapport, sur lequel la discussion générale sera ouverte.

Cette proposition ayant été acceptée, M. Pollock a donné lecture de la liste des huit membres américains présentés pour cette commission. Ce sont MM. Nathan Appleton, Félix Limet, Cornelius Roosevelt, James Hodges, J. Black-Freeman, Emile Karst, J. A. Weston, P. M. R. Young.

La liste française est composée de MM. Hielsand, A. Lalande, Wilson, Rouvier, Foucher de Careil, Desmoulins, P. Dupras, Delbey.

Cette commission devait présenter son rapport à la séance prochaine de la Conférence. La séance en question a eu lieu le 9 août dans le même local, sous la présidence de M. Pollock. M. Nathan Appleton, vice-président américain, y a prononcé en anglais un discours en nous remarquons le passage suivant :

En portant du projet de traité de commerce dont il est question, je tiens à cœur de dire que tandis que MM. Wilson et Desmoulins se sont occupés de la partie principale de la tâche, c'est à notre compatriote M. Félix Limet que nous sommes redevables, pour notre part, de cette admirable production. Les clauses en ont été discutées de point en point par nos collègues français et nous dans maintes réunion avant la convocation de cette assemblée et je puis vous assurer que depuis cette époque la commission mixte y a consacré bien des heures d'attention, d'étude et de travail assidu."

Nous donnons ci-dessous ce projet de traité accepté par la Conférence et auquel la ville de Nantes seule a fait opposition, et refusé son assentiment.

Projet de Traité de Commerce

ENTRE LES

ETATS-UNIS ET LA FRANCE.

MÉMOIRE adressé au Congrès de Washington et aux Chambres françaises par les Membres de la Conférence Franco-Américaine,

MESSIEURS,

Les délégués, élus membres de délégations nommées par les principales villes de commerce et d'industrie des Etats-Unis et de la France, après s'être réunis à Paris, et avoir examiné en commun la situation faite au commerce des deux nations par les tarifs douaniers qui entretient à cette heure dans l'un et l'autre pays, ont résolu de s'adresser à vous dans le but :

1° D'appeler votre attention sur les dangereuses rigueurs de ces tarifs, qui entravent et parfois même empêchent les échanges et les relations de commerce entre deux pays naturellement l'un à l'autre par tant de souvenirs historiques, unis par de si nombreux liens de sympathie;

2° De vous signaler les causes qui ont amené le temps amené cet état de choses regrettable, et dont la plupart ont heureusement disparu;

3° De vous exposer les motifs qui militent en faveur l'établissement d'un traité de commerce entre les deux pays;

4° Et de vous soumettre les données sur lesquelles [illegible] des conclusions que nous [illegible] par l'étude de ces questions, à laquelle [illegible] consacré de longs mois.

[illegible]

Les Tarifs.

En 1878, d'après des statistiques officielles, la France a exporté aux Etats-Unis des produits pour une somme de 321.[illegible].000 fr., dont 229.550.783 fr., pour la consommation intérieure.

En 1877, d'après un statisticien américain, la France a exporté aux Etats-Unis des produits représentant une valeur de 50.355.540 dollars (251.777.700 francs).

De leur côté, les Etats-Unis ont exporté en France, des produits américains pour une somme de 50.[illegible].000 dollars (252.946.665 francs).

Ce chiffre, vous le voyez, Messieurs, est bien inférieur à ce qu'il devrait être, si l'on considère l'importance et la variété des produits naturels et manufacturés dont regorge notre pays.

Il est certain que l'on apercevrait grandement les relations commerciales entre les Etats-Unis et la France, si l'on réduisait les tarifs douaniers des deux pays.

Le Tarif français.

En effet, si l'on découvre le chiffre des importations des Etats-Unis en France, il ressort l'année 1877, on découvre que sur les 48.233.793 dollars de produits importés, douze articles, comprenant des produits bruts tels que le coton, le pétrole, le suif, le houblon, les graines, les légumes, les chevaux, l'or et l'argent [illegible] quatre jours seulement nous séparent du 1er septembre; il est temps encore, amplement temps pour eux de s'occuper de ce fait, mais s'ils le négligent, ils l'oublieront tout à fait les quatre jours seront écoulés et leurs annonces auront perdu une magnifique chance de se produire devant le public.

[illegible] 44.336.013 dollars, tandis que les produits manufacturés ne sont que pour environ 2.000.000 (10.000.000 de francs).

Les manufactures américaines souffrent de la rigueur du tarif général; mais les consommateurs français n'en souffrent pas moins; car ils paient beaucoup plus cher les produits des Etats-Unis dont ils ont besoin, et qui ne leur arrivent sous-traités par des intermédiaires étrangers. Or ces intermédiaires vendent leurs services, et leur intervention est une charge nouvelle qui s'ajoute à des droits déjà élevés.

Le Tarif des Etats-Unis.

D'autre part, si les manufacturiers américains se tournent vers le gouvernement français pour lui demander un abaissement notable des droits qui pèsent sur leurs produits, la France, à son tour, peut leur rappeler comment sont traités les produits français à la douane des Etats-Unis.

En effet, des 50.353.540 dollars de produits français importés France dernière aux Etats-Unis, les articles francs de droits ne représentent qu'une valeur de 7.391.[illegible] dollars; tous les autres articles étaient frappés de droits, et si de droits tellement élevés que, sur neuf des articles les plus importants, ils dépassent 50 0/0.

Si l'on entre dans le détail des articles taxés, on trouve que, sur une liste de vingt-quatre de ces articles, deux seulement, —pierres précieuses et peintures, — ne paient que 10 0/0; et que les autres sont frappés des droits énormes que voici: —cuirs, couroyés, 15 0/0; cuir verni, 35 0/0; —gants de chevreau, 50 0/0; gants, 25 0/0; —fruits, 25 0/0; —fourrures non apprêtées, 20 0/0; confectionnées, 35 0/0; —montres, 25 0/0; horloges 35 0/0; —métaux, de 10 à 40 0/0; fers et aciers, de 20 à 74 0/0; —verrerie, de 36 à 40 0/0; —draps, de 20 à 50 0/0; —soieries, 50 0/0; —vins de Champagne, de 45 à 51 0/0; —huile d'olive, 51 0/0; —bouteons, de 10 à 60 0/0; —chapeaux, 40 0/0, avec rubans de soie et fleurs, 60 0/0; —lin ouvré, 40 0/0; —laines ouvrées et tapis, de 30 à 117 0/0; —les soieries, cet article si demandé qu'il en a été importé l'année dernière de France aux Etats-Unis pour une valeur de 63,541.600 francs, paient 60 0/0; vins en cercles, en moyenne, 85 0/0; eaux-de-vie de Cognac, 104 0/0; —bayrhums, 118 0/0; —essence de genièvre, 327 0/0!

On se demande naturellement, en présence de ces droits exorbitants, si les nécessités du Trésor des Etats-Unis permettraient au gouvernement de Washington d'abaisser sensiblement les tarifs, afin d'engager le gouvernement français à faire, au commerce américain, des concessions analogues.

Nous pensons que les faits démontrent qu'un abaissement des droits sur les importations françaises donnerait au Trésor des Etats-Unis un revenu plus considérable que celui qu'il en tire actuellement : le tarif actuel doit donc être changé; car on ne saurait invoquer plus longtemps en sa faveur les exigences du Trésor.

II

Causes du régime actuel.

Les causes qui ont mis et qui mettent encore à l'extension des affaires entre les Etats-Unis et la France peuvent être classées comme suit :

1° Les fluctuations de la valeur de la monnaie légale du pays; 2° l'augmentation des droits de douane; 3° le développement pris par certaines branches d'industrie ou la création d'industries nouvelles.

On peut prouver par des faits que les fluctuations de la valeur de la monnaie légale des Etats-Unis sont une des plus grandes sources d'entraves pour le commerce d'importation, car elles rendent presque impossible l'établissement [illegible] des prix de revient. Les droits de douane doivent être payés en or, tandis que la monnaie demandée au pays consiste en billets des Etats-Unis, ou en billets des banques nationales dont la valeur compensée à celle de l'or subit des fluctuations journalières. L'importateur ne peut modifier ses prix de vente de façon à ce qu'ils correspondent avec les variations dans les prix de l'or. Tandis qu'il paie le prix de la marchandise, le fret et les droits de douane sur le pied de l'or et à des taux différents, il ne reçoit que du papier-monnaie, dont la valeur varie de 10 à 12 0/0 pendant la période nécessaire à l'accomplissement de ces marchandises.

On conçoit aisément cette instabilité de la valeur de la monnaie a été, en effet, [illegible] [illegible] [illegible] des Etats-Unis avec la France et les autres pays.

Fort heureusement, aux Etats-Unis la valeur de la monnaie tend rapidement à se fixer, et cette incertitude cause du ralentissement des échanges peut être considérée comme presque écartée.

Il n'en est pas ainsi de la seconde cause, à savoir de l'augmentation des droits de douane.

Les Etats-Unis, qui avaient avant la guerre de sécession un tarif très-libéral, ont été contraints, pour subvenir aux nécessités nouvelles, d'élever considérablement les droits sur les importations; on peut dire qu'en moyenne les droits ont été portés de 30 à 50 0/0.

Ce n'est pas tout, cependant, il est accessoirement combiné des tarifs, ont venue s'ajouter l'incertitude résultant des modifications fréquentes des droits.

Le dernier congrès des Etats-Unis a été saisi d'une [illegible] pour la modification du tarif sur un grand nombre d'articles, et il [illegible] [illegible] [illegible]